

L'état lamentable des bibliothèques scolaires

André Vanasse

Numéro 110, été 2003

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/37673ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Productions Valmont

ISSN

0382-084X (imprimé)

1923-239X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Vanasse, A. (2003). L'état lamentable des bibliothèques scolaires. *Lettres québécoises*, (110), 3-3.

L'état lamentable des bibliothèques scolaires



Il y a quelques années, j'ai visité des écoles de la Côte-Nord à l'occasion des rencontres d'écrivains organisées par l'UNEQ. Chaque fois que je mettais les pieds dans la bibliothèque, je restais sidéré devant le nombre effarant d'étagères vides. Un choc si grand que je ne pouvais m'empêcher de me dire à voix basse : « Est-ce possible que, moi, simple citoyen, je dispose d'une bibliothèque plus importante en livres que celles de ces écoles? » J'étais scandalisé.

DIRECTEUR

ANDRÉ VANASSE

AVEZ-VOUS VU LA SÉRIE DE QUATRE REPORTAGES signée par Johanne Faucher sur l'état des bibliothèques scolaires et diffusée à la télévision de Radio-Canada ? On pouvait constater de visu la situation : certaines bibliothèques ont carrément été repoussées dans des corridors faute d'espace, la plupart sont sans bibliothécaire attiré. Une bibliothèque sans bibliothécaire, c'est un restaurant sans cuisinier. C'est impensable. Et pourtant le Québec a la palme de ce côté. Dans une étude menée tout récemment pour le compte de l'Association des études canadiennes, on apprenait que 12 405 bibliothécaires travaillent au Canada et que c'est au Québec qu'on en engage le moins par habitant¹. Leur nombre s'élève à 1984 alors que, pour atteindre la moyenne nationale, le Québec devrait en compter 2 940.

D'une certaine façon, c'est un peu normal. Pourquoi des bibliothécaires travailleraient-ils dans des bibliothèques si celles-ci sont vides de livres ? Les chiffres sont là pour le prouver : outre qu'il manque dramatiquement de livres, 80 % des bibliothèques sont déphasées en ce qui concerne leurs livres de référence, et 40 % à 50 % d'entre elles gagneraient à remplacer leur collection complète sur-le-champ².

Actuellement, les écoles reçoivent, pour chaque élève, la faramineuse somme de 3,60 \$ pour le maintien et le renouvellement de leur bibliothèque³. Il faut savoir que ce montant est à peu près le même que celui qui était attribué aux bibliothèques en 1980, alors qu'à cette époque on dénonçait déjà avec vigueur la pauvreté de nos ressources pour l'achat de livres par comparaison avec celles de l'Ontario, où l'on dépensait trois fois plus pour l'achat de livres qu'au Québec. Plus ça avance, plus ça empire.

La situation est si lamentable que la nouvelle courait en février que le ministre Sylvain Simard estimait urgent et nécessaire d'investir 100 M\$ additionnels sur une période de cinq ans dans les bibliothèques scolaires et de le faire sous la forme d'enveloppes dédiées, c'est-à-dire que ces montants ne pourraient servir qu'à l'usage exclusif des bibliothèques pour le renouvellement du matériel, l'embauche du personnel et l'aménagement des locaux.

Parfois, le déclenchement des élections a des effets heureux pour la population. Voici que la ministre Marois concoctait le 11 mars dernier un nouveau budget dans lequel 131 M\$ étaient officiellement injectés dans les bibliothèques scolaires pour améliorer les collections de livres. Si le montant semble plus élevé que ce qui circulait dans les coulisses, c'est que 61 M\$ vont à la modernisation des ordinateurs ; les bibliothèques en

tant que telles ne reçoivent que 70 M\$. C'est insuffisant, mais moins que rien.

Un projet de cette envergure aura malgré tout des effets bénéfiques non seulement pour les écoliers, mais pour l'ensemble de la chaîne du livre qui y trouvera son compte, depuis le libraire jusqu'à l'auteur en passant par le distributeur et l'éditeur, sans oublier les centaines de bibliothécaires à qui on offrira du travail. Il faut souhaiter du même souffle qu'on ait l'intelligence de fixer un quota de livres québécois à être achetés par les écoles. Dès lors, ce sera une manne pour l'industrie du livre québécois (selon évidemment les montants investis).

Quant aux ordinateurs, je crois qu'on leur attribue des vertus que je ne suis pas prêt à gôber sans poser de questions. S'il est vrai qu'Internet est un lieu d'information extraordinaire, il faut aussi savoir qu'on peut y gaspiller des heures et des heures. Comment choisir parmi les milliards de pages que contient cette invraisemblable bibliothèque ? Qui guidera les enfants ? Seront-ils les seuls maîtres à bord dans leur recherche ? Si tel est le cas, il est possible que l'information y perde au profit des jeux. En somme, plus il y aura d'ordinateurs à la disposition et à la discrétion des jeunes, plus les risques qu'ils errent dans les méandres de cette Babel de l'information sont grands. Or, nous savons qu'il y a un manque criant de bibliothécaires à la disposition des jeunes...

En ce qui me concerne, je préférerais qu'on limite le nombre des ordinateurs et que ceux-ci soient utilisés sous haute surveillance. Suis-je excessif dans ma façon de voir ? L'expérience m'a appris que la course folle aux ordinateurs, il y a une décennie, a coûté des millions et que, quelques années plus tard, ces ordinateurs étaient jetés aux poubelles. Je sais que les temps ont changé et que les ordinateurs ont une espérance de vie plus grande qu'auparavant, mais je persiste à croire que les livres sont plus formateurs et qu'ils ont toutes les chances de durer beaucoup plus longtemps que ces appareils qu'on doit renouveler constamment.

Presque la moitié du nouveau budget de 131 M\$ pour des ordinateurs, n'est-ce pas exagéré ?

1. Voir Jocelyne Lepage, « Deux sortes de lecteurs, deux Canadas », *La Presse*, Montréal, le dimanche 2 mars 2003, F3.

2. Voir Stéphane Baillargeon et Kathleen Lévesque, « 100 millions pour les bibliothèques », in *Le Devoir.com*

3. *Ibidem*